

VEILLE SECTORIELLE Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°12 – décembre 2024

Sommaire

Le chiffre du mois

Programmes des principaux
partis pour les élections
fédérales anticipées

Transition Ecologique & Énergétique

1. Forte hausse des prix de l'électricité en décembre
2. L'Allemagne adopte sa stratégie nationale pour l'économie circulaire
3. TotalEnergies acquiert VSB
4. Nouvelle stratégie d'adaptation au changement climatique
5. Neutralité climatique : l'Allemagne doit accélérer le rythme

Transports

1. Lancement de la première ligne directe de train entre Paris et Berlin

2. Développement efficace de l'infrastructure publique de bornes de recharges pour véhicules électriques

3. La Deutsche Bahn à la 16^e place du classement des entreprises ferroviaires européennes

Entreprises & International

1. Les entreprises allemandes augmentent leur présence aux Etats-Unis avant l'entrée en fonction de Donald Trump
2. La Commission donne son feu vert à l'entrée au capital de l'Etat dans l'entreprise Meyer Werft
3. Volkswagen trouve un accord avec les syndicats
4. O. Scholz convoque un sommet de l'acier suite aux annonces de suppressions d'emploi de ThyssenKrupp

5. Tesla en 2024, entre chute des ventes et notoriété dégradée

de la bureaucratie allemande

6. En 2024, des investissements publics en hausse mais largement sous-exploités

Numérique & Innovation

1. Les industriels allemands deviennent fournisseurs d'IA

7. PME allemandes en crise : baisse des revenus, hausse des faillites

2. La startup 1Komma5 Grad termine l'année par une levée de fonds de 150 millions

8. Nouveau record d'exportations d'armement pour l'année 2024

3. L'armée fédérale allemande, la Bundeswehr, investit dans sa numérisation

9. De nouveaux chiffres témoignent de l'ampleur

[_Toc187763687](#)

LE CHIFFRE A RETENIR

8 heures

C'est désormais le temps qu'il faut en train pour relier Paris à Berlin. La liaison a été ouverte le 16 décembre 2024.

Programmes des principaux partis pour les élections fédérales anticipées

En vue des élections fédérales anticipées prévues le 23 février 2025, les principaux partis politiques allemands ont présenté les grandes lignes de leurs programmes.

La CDU, le SPD et les Verts affichent un soutien général aux accords de libre-échange, tous s'accordent sur l'importance de diversifier les partenariats économiques.

Sur l'énergie, les partis axent une grande partie de leurs propositions sur une baisse des prix pour les entreprises et consommateurs privés, via la diminution voire la suppression de certaines taxes et une baisse des tarifs d'utilisation des réseaux électriques.

Le SPD et les Verts préconisent une poursuite du développement des énergies renouvelables, en mettant l'accent sur l'éolien et le photovoltaïque. La CDU défend une « ouverture technologique », insistant sur l'exploration de nouvelles solutions comme le nouveau nucléaire et la fusion.

Concernant le climat, la CDU, le SPD et les Verts s'accordent sur l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2045. Les approches diffèrent sur les moyens : la CDU fait du prix du CO₂ un instrument central de sa politique climatique, tandis que le SPD et les Verts privilégient des aides ciblées aux investissements.

Les enjeux liés à l'industrie se concentrent principalement sur la question des coûts énergétiques, en particulier pour les secteurs énérgo-intensifs. Le SPD et les Verts adoptent une approche interventionniste, proposant des crédits d'impôt de 10 % pour soutenir les entreprises investissant en Allemagne, tout en plaidant pour une révision des règles européennes sur les aides d'État. De son côté, la CDU axe sa stratégie sur l'innovation, tout en avertissant contre une trop grande dépendance aux subventions publiques. Dans le secteur automobile, la CDU rejette l'interdiction des moteurs thermiques prévue pour 2035, préférant miser sur les carburants synthétiques et l'hydrogène. Le SPD et les Verts, bien qu'alignés sur les objectifs climatiques, souhaitent éviter aux constructeurs automobiles allemands des pénalités européennes excessives pour 2025. Enfin, au contraire de la SPD et des Verts, le CDU prône un démantèlement de la Deutsche Bahn à travers une séparation de l'exploitation et de la gestion de l'infrastructure.

Transition Ecologique & Energétique

1. Forte hausse des prix de l'électricité en décembre

En raison de l'absence de vent et de soleil et donc d'une faible production éolienne et photovoltaïque et d'une forte consommation hivernale, l'Allemagne et les bourses européennes ont connu des prix de l'électricité extrêmement élevés à la mi-décembre 2024. Or, certaines centrales conventionnelles n'étaient pas disponibles pour injecter et compenser ce manque de production. Un prix record d'environ 936 €/MWh a même été atteint sur le marché *Day-ahead* à la bourse Epex spot à Paris. Les Allemands appellent ce phénomène la « *Dunkelflaute* », litt. le « *marasme d'obscurité* ». Le Président de l'Office fédéral de lutte contre les cartels (BKartA), Andreas Mundt, a annoncé analyser la situation de près lors d'une interview auprès du Rheinische Post déclarant que « *l'Office des cartels observe en permanence et de manière très étroite la formation des prix sur le marché de l'électricité* », afin de s'assurer que la production n'a pas été réduite de manière artificielle pour augmenter les rendements de certains producteurs.

2. L'Allemagne adopte sa stratégie nationale pour l'économie circulaire

Le gouvernement minoritaire SPD/Verts a adopté le 4 décembre sa [Stratégie nationale pour l'économie circulaire](#) (NKWS), un plan ambitieux pour transformer la gestion des ressources dans le pays. Cette stratégie vise à réduire la consommation de matières premières entre 6 et 8 tonnes par habitant d'ici 2045, contre 16 tonnes actuellement (objectif non contraignant), et à doubler la part des matériaux recyclés aujourd'hui limitée à 13%, d'ici 2030, conformément aux objectifs européens. La stratégie s'aligne sur le Critical Raw Materials Act pour réduire la dépendance

aux importations de matières premières stratégiques, notamment en couvrant 25 % des besoins grâce au recyclage d'ici 2030. Enfin, la NKWS prévoit de réduire la production de déchets par habitant de 10 % d'ici 2030 et de 20 % d'ici 2045 par rapport à 2020. Certaines mesures prévues dans les versions antérieures ont été supprimées, notamment la Stratégie nationale de la biomasse (NABIS) et la promotion de l'utilisation biotechnologique du CO₂ comme matière première dans l'industrie chimique. L'Allemagne, qui génère chaque année 5,7 Mt de déchets plastiques, recycle seulement 35 %, tandis que 64 % sont incinérés. Le recyclage chimique, qui pourrait offrir des solutions complémentaires, reste marginal, avec un volume de traitement d'à peine 26 000 tonnes. La NKWS propose des mesures comme l'introduction de passeports numériques pour les produits afin de mieux suivre leur cycle de vie, le renforcement du droit à la réparation pour prolonger la durée de vie des biens de consommation ; et une réduction de la dépendance aux matières premières importées pour favoriser une gestion plus durable et autonome des ressources. Toutefois, la mise en œuvre de cette stratégie reste incertaine en raison des prochaines élections, laissant planer des doutes sur la continuité des mesures prévues.

3. TotalEnergies acquiert VSB

Le 4 décembre 2024, TotalEnergies a annoncé l'acquisition pour 1,57 Mrds d'euros du développeur de projets allemands VSB. Cette acquisition vise au renforcement de la présence de TotalEnergies dans les renouvelables en Allemagne, alors que l'entreprise est déjà très active dans le secteur de l'éolien en mer, du photovoltaïque et des batteries notamment. VSB, forte de ses 500 employés, dispose « *de plus de 475 MW de capacité renouvelable en exploitation ou en construction principalement en Allemagne et en France, et d'un pipeline de 18 GW d'éolien, de solaire et de techno-*

logies de stockage par batteries principalement en Allemagne, en Pologne et en France». TotalEnergies s'est fixé pour objectif d'atteindre 100 GW de capacité renouvelable à horizon 2030 (Source : [CP1](#) et [CP2](#)).

4. Nouvelle stratégie d'adaptation au changement climatique

Le 11 décembre, le gouvernement allemand a adopté une nouvelle [stratégie nationale d'adaptation au changement climatique](#), visant à protéger la population face à l'intensification des phénomènes météorologiques exceptionnels, tels que les vagues de chaleur, sécheresses, pluies intenses et inondations. Pilotée par le ministère fédéral de l'Environnement (BMUV), cette stratégie, portée par le gouvernement minoritaire SPD/Verts, s'appuie sur la loi fédérale sur l'adaptation au changement climatique (KAnG), en vigueur depuis juillet 2024. Immédiatement applicable, elle s'impose également au prochain gouvernement jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle version. Pour la première fois, la stratégie définit des objectifs mesurables et des indicateurs de suivi, visant à renforcer la résilience des écosystèmes, de l'économie et de la société face aux conséquences du changement climatique. Elle fixe 33 objectifs, 45 sous-objectifs et plus de 180 mesures à atteindre d'ici 2030 ou 2050. Les actions se concentrent sur les domaines prioritaires où l'Etat fédéral peut intervenir, répartis dans 7 domaines principaux : Infrastructures, Territoire et utilisation des sols, Santé et soins humains, Urbanisme, aménagement du territoire et protection civile, Eaux, Economie et Sujets transverses. Parmi les mesures phares : renforcer les systèmes d'alerte via l'application Warn-App NINA, créer et préserver des espaces verts urbains, lutter contre l'imperméabilisation des sols afin de réduire les risques d'inondations liés aux fortes pluies et inciter 80% des communes à adopter des plans d'adaptation d'ici 2030. Cependant, l'absence d'un mécanisme de financement solide freine sa mise en œuvre,

appelant à un plan de financement partagé entre l'État fédéral et les Länder pour soutenir les communes et acteurs locaux.

5. Neutralité climatique : l'Allemagne doit accélérer le rythme

Une [étude de la Fondation Bertelsmann](#), publiée le 17 décembre, révèle que l'Allemagne se situe en milieu de classement dans les efforts de décarbonation et d'efficacité des ressources, parmi 30 pays de l'OCDE et de l'UE. Les pays nordiques et l'Espagne figurent en tête grâce à des objectifs climatiques clairs, un suivi précis et des stratégies bien établies. L'Allemagne atteint la 7^{ème} place pour ses objectifs climatiques, avec une neutralité climatique prévue d'ici 2045, mais se situe à la 15^{ème} place pour la décarbonation de son système énergétique, en raison notamment de la modernisation lente de son réseau électrique. En matière d'économie circulaire, l'Allemagne se situe au 8^{ème} rang, mais manque d'objectifs précis et de mécanismes de suivi dans sa Stratégie nationale pour l'économie circulaire, contrairement à des pays comme la Finlande et la Suède.

Transports

1. Lancement de la première ligne directe de train entre Paris et Berlin

Le 16 décembre, la première connexion directe en train entre les capitales françaises et allemandes a été inaugurée. A Berlin, le ministre des transports Volker Wissing, le PDG de la Deutsche Bahn Richard Lutz ainsi que l'ambassadeur de France en Allemagne François Delattre ont célébré le départ du train en gare de Hauptbahnhof, soulignant l'excellente coopération entre la Deutsche Bahn et la SNCF qui a permis cette nouvelle connexion. Si le trajet entre les deux capitales était déjà possible auparavant via au moins une correspondance, la SNCF souligne la pertinence de la ligne : à son lancement, le taux de

réserve de Paris-Berlin était de 80% et concernait pour les trois quarts des passagers réalisant l'intégralité du trajet. La liaison sera assurée une fois par jour dans chaque sens par les trains grande vitesse allemands ICE. Elle passera par les gares de Strasbourg, Karlsruhe et Francfort Sud. Sur les 8 heures que compte le trajet, seulement 1h45 sont nécessaires pour relier Paris à Strasbourg (soit environ 40% de la distance totale du trajet) car le train bénéficie de la ligne à grande vitesse française qui lui permet de circuler jusqu'à 320 km/h. S'il pouvait continuer à ce rythme du côté allemand, le temps de trajet serait inférieur à cinq heures !

2. Développement efficace de l'infrastructure publique de bornes de recharges pour véhicules électriques

Selon une [récente étude du cabinet de conseil Alix Partners](#), la vitesse d'expansion de l'infrastructure de recharge en Allemagne est plus rapide que la croissance de la flotte des véhicules électriques. Dans tous les Länder à l'exception de Hambourg et de la Hesse, le rapport entre le nombre de véhicules électriques et les points de charge s'est amélioré. Ces chiffres illustrent l'importante croissance des points de recharge publics : en moyenne 2700 nouveaux points de charge ont été installés chaque mois entre octobre 2022 et octobre 2023, couvrant les besoins des 2,4 millions de véhicules électriques et hybrides avec 128 000 points de recharges publics (données arrêtées en avril 2024). Si aujourd'hui 80% des utilisateurs de véhicules électriques ont la possibilité de se charger à leur domicile, ce taux devrait diminuer pour n'atteindre que 47% en 2030 avec l'augmentation du nombre d'utilisateurs. Cela devrait accroître l'utilisation de ces points de recharge publics.

3. La Deutsche Bahn à la 16^e place du classement des entreprises ferroviaires européennes

C'est ce qui ressort d'une [étude publiée début décembre par l'association Transports et Environnement](#). Elle classe les compagnies ferroviaires selon 8 critères (prix des billets, tarifs spéciaux, ponctualité, expérience de réservation, politique de dédommagement, expérience de voyage, trains de nuit et politique vélos). Si la Deutsche Bahn obtient la troisième place pour l'expérience voyageur, elle est avant dernière du classement en termes de ponctualité, ce qui lui vaut une 16^e position au classement général. La compagnie allemande Flixbus obtient la première place du classement dans la catégorie de prix des billets, juste devant OUIGO, filiale de la SNCF. Au classement général, Trenitalia est en tête et la SNCF est en quatrième position. En dernière position se trouve l'Eurostar, qui relie la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas. T&E conclut qu'un prix élevé n'est pas une garantie de bon service. Eurostar a des prix deux fois plus élevés que la moyenne européenne mais n'est qu'à la 14^e place en termes de fiabilité.

Entreprises & International

1. Les entreprises allemandes augmentent leur présence aux Etats-Unis avant l'entrée en fonction de Donald Trump

Selon le Handelsblatt ([source](#)), les entreprises allemandes augmentent leur stock dans leurs filiales américaines avant l'entrée en fonction de Donald Trump dans le but d'absorber pendant quelques mois l'éventuelle hausse des droits de douane annoncée par ce dernier. Selon Moritz Schularick, président de l'Institut für Weltwirtschaft de Kiel (IfW), les exportations allemandes vers les États-Unis pourraient diminuer d'environ 15 % en cas de hausse des droits

de douane de 10%. Les secteurs pharmaceutiques et des machines-outils seraient alors les plus touchés.

Les entreprises qui ne disposaient pas de filiales aux Etats-Unis cherchent par ailleurs à s'implanter dans le pays. Selon les données compilées par Dealogic pour le Handelsblatt, les Etats-Unis se sont classés au premier rang des pays cibles pour les rachats d'entreprises sur la deuxième moitié de l'année 2024 alors qu'ils apparaissaient rarement dans le top cinq des principales destinations des acquisitions d'entreprises allemandes les années précédentes.

2. La Commission donne son feu vert à l'entrée au capital de l'Etat dans l'entreprise Meyer Werft

La Commission européenne a donné son accord le 5 décembre pour l'entrée au capital de l'Etat fédéral et du Land de Basse Saxe dans l'entreprise Meyer Werft, l'un des principaux chantiers navals européens, en grande difficulté depuis l'été.

L'Etat fédéral et le Land de Basse-Saxe verseront chacun 200 M€ pour un total de 80,73 % de Meyer Werft à Papenburg et de Neptun Werft à Rostock. En outre, l'Etat fédéral et le Land garantiront à 80 % des prêts bancaires d'un montant total de 2,6 Mrds€. Selon le ministre-président de Basse-Saxe, Stephan Weil, l'engagement de l'Etat fédéral et du Land devra toutefois être limité dans le temps. Cette annonce intervient alors que l'entreprise a commencé à fabriquer des pièces en acier pour les stations de conversion des parcs éoliens en mer.

3. Volkswagen trouve un accord avec les syndicats

Le groupe Volkswagen est confronté depuis une dizaine d'années à des problèmes de compétitivité de ses sites en Allemagne, aggravés par des problèmes d'approvisionnement. Volkswagen fait également partie des groupes alle-

mands les plus touchés par la concurrence chinoise. C'est dans ce contexte que le PDG du groupe Oliver Blume avait annoncé le 2 septembre 2024 qu'il présenterait au directoire début octobre un plan d'économies de 10 Mrds d'euros et de potentielles fermetures de site en Allemagne. Cette annonce avait suscité l'émoi au sein de toute la classe politique. Après plusieurs semaines de négociation avec les représentants du syndicat IG Metall, a été décidé pour le standort allemand une baisse de la capacité de production de 700 000 véhicules et la suppression de 35 000 postes jusqu'en 2030, tous les sites de production sont maintenus. Le directeur de la marque Volkswagen, Thomas Schäfer se dit satisfait de cet accord. Rappelant les « *trois priorités lors des négociations : réduire les surcapacités sur les sites allemands, réduire les coûts de main-d'œuvre et ramener les coûts de développement à un niveau compétitif* », il *considère que « des solutions viables sur ces trois sujets »* ont été obtenues. Christiane Benner, présidente d'IG Metall, a salué le rôle des partenaires sociaux dans l'accord obtenu et a mis la politique face à ses responsabilités : « *la politique doit elle aussi faire son travail et veiller immédiatement à ce que l'industrie et la montée en puissance de l'électromobilité bénéficient d'un cadre et de conditions de concurrence favorables, afin de créer des perspectives à long terme pour les salariés !* ».

4. O. Scholz convoque un sommet de l'acier suite aux annonces de suppressions d'emploi de ThyssenKrupp

De la même manière que le chancelier O. Scholz, avait lancé un sommet pour l'automobile suite aux annonces de fermeture de site et suppressions d'emplois de Volkswagen, il réitère avec un sommet pour l'acier, deux semaines après l'annonce du plan de restructuration de la division sidérurgique de ThyssenKrupp. En effet, ce dernier a annoncé son intention de supprimer un

total de 11 000 emplois d'ici 2030, dont 6000 par le biais de la sous-traitance. Au moins un site, celui de Kreuztal-Eichen, doit être complètement fermé en raison des surcapacités sur le marché mondial et de la faiblesse de l'industrie automobile, ainsi que de la pression pour produire de manière respectueuse par rapport au climat. O. Scholz a donc réuni le 9 décembre les dirigeants des groupes sidérurgiques, les représentants de conseil d'entreprise et également d'IG-Metall. Voici les propositions faites par le chancelier pour soutenir cette industrie :

- plafonner les tarifs d'utilisation des réseaux à 3 cts/kWh et financer une partie des coûts des réseaux de transport afin que les tarifs des réseaux n'augmentent pas en 2025.

- s'engager auprès de la Commission européenne pour que d'importants instruments d'allègement pour l'industrie sidérurgique soient maintenus ou améliorés (notamment la compensation du prix de l'électricité)

- s'engager en faveur de conditions de concurrence équitables sur les marchés mondiaux, afin de décourager les délocalisations vers des pays où les normes de protection sont moins élevées.

Le chancelier fédéral appelle aussi à un sommet européen sur l'acier dans les meilleurs délais, également dans le programme électoral du SPD. La presse s'est fait l'écho des réactions des participants au sommet, notamment la FAZ qui relève qu'IG Metall et les industriels se sont dit satisfaits du signal envoyé par le plan en 3 points présenté par O. Scholz. La CDU a accueilli ce nouveau sommet froidement: un nouveau « show », critiquant « l'inflation de sommets ».

5. Tesla en 2024, entre chute des ventes et notoriété dégradée

En 2024, Tesla a perdu 42% de ses ventes sur le marché Allemand. L'entreprise est passée 3^{ème} passée 3^{ème} plus gros vendeur de véhicules électriques, après

Volkswagen et BMW, avec seulement 37 000 nouvelles immatriculations, soit un peu plus de la moitié du nombre atteint en 2022. En Allemagne, les ventes de voitures électriques ont globalement chuté de 27 % en 2024 après l'expiration des primes d'achat, mais l'entreprise dirigée par Elon Musk est particulièrement impactée. Les ventes de Tesla ont diminué de manière disproportionnée : c'est la première fois que l'entreprise voit ses ventes baisser d'une année sur l'autre. Ainsi, les constructeurs allemands ont pu augmenter leur part de marché de 49% à 61%. Les récentes positions en faveur de l'AfD, et les critiques prononcées contre O.Scholz ou F.W.Steinmeier par son dirigeant Elon Musk viennent s'ajouter aux nombreuses controverses autour du site de Grünheide qui fait l'objet d'attaques de militants écologistes. De surcroît, le comité d'entreprise et le syndicat IG Metall font face à plusieurs désaccords sur les conditions de travail au sein de l'usine. Le directeur : en février, une attaque contre l'alimentation électrique de l'usine a été orchestrée. En mai, des militants écologistes ont tenté de prendre d'assaut le site. De surcroît, le comité d'entreprise a plusieurs fois ignoré les conventions collectives proposées par le syndicat IG Metall, qui dénonce à les conditions de travail au sein de l'usine. « Certes, nous aurions aimé une ou deux perturbations de moins, mais nous terminerons tout de même l'année sur une note positive dans l'ensemble (...) Nous sommes optimistes pour l'avenir », a déclaré le patron de l'usine Tesla M. André Thierig. Le fait est que Tesla, avec un rendement de 19,8% % au troisième trimestre, est nettement plus rentable que ses concurrents allemands. André Thierig fait également référence à une augmentation salariale de 4% au-dessus de la convention collective mise en œuvre le 1^{er} novembre. Pour autant, M. Thierig a annoncé attendre des conditions de marché plus favorables pour étendre le site de Grünheide à la production de batteries.

6. En 2024, des investissements publics en hausse mais largement sous-exploités

Une étude réalisée par l'Institut de l'économie allemande (IW) met en lumière les paradoxes des investissements publics en Allemagne. Le pays reste toujours en deçà du niveau de ses voisins, consacrant seulement 2,7 % de son PIB aux investissements publics, contre une moyenne européenne de 3,6 %, et même 4,4 % dans les pays scandinaves. Pour autant, depuis 2018, les budgets prévus pour la digitalisation ont été multipliés par 12, atteignant 12 milliards d'euros. Les dépenses climatiques se sont quant à elles élevées à 29 milliards d'euros en 2024, soit près de cinq fois plus qu'il y a six ans. Les budgets alloués à la mobilité ont progressé de 33 à 56 milliards d'euros, bénéficiant principalement au réseau ferroviaire. Les dépenses pour l'éducation et la recherche ont augmenté de 19,5 à 22,5 milliards d'euros, et celles pour l'environnement et la construction ont enregistré des hausses de 32 % et 55 % respectivement. Cependant, si les budgets alloués à des secteurs stratégiques ont considérablement augmenté, leur exécution reste largement insuffisante. En matière de digitalisation, plus de 50 % des fonds n'ont pas été utilisés en 2021 et 2022, avec un écart qui s'est réduit à 37 % en 2023. Dans le domaine de la décarbonisation industrielle, seulement 9 millions d'euros sur les 1,2 milliard prévus ont été dépensés en 2022, soit un taux d'exécution de 0,75 %. Les secteurs de l'environnement et du logement ont également connu des écarts de près de 20 % entre les montants prévus et ceux réellement dépensés. Seules les dépenses liées à la mobilité et à la défense se rapprochent des objectifs. Enfin, malgré les annonces de records budgétaires, l'Allemagne consacre encore une fois et demie plus de ressources aux coûts de personnel et aux intérêts de la dette.

7. PME allemandes en crise : baisse des revenus, hausse des faillites

Si les grands groupes industriels comme Volkswagen ou ThyssenKrupp retiennent l'attention lors des crises économiques, les petites et moyennes entreprises, qui représentent la majorité des entreprises allemandes, subissent une pression croissante. Selon le Datev-Mittelstandsindex, leurs revenus ont diminué de 4,7 % en novembre 2024 par rapport à l'année précédente. Si les entreprises de taille moyenne (jusqu'à 249 salariés) ont enregistré une hausse de 2,5 %, marquant un « point positif », les très petites entreprises (moins de 10 salariés) continuent de subir de lourdes pertes, avec des baisses atteignant 6,8 %. Ces difficultés sont exacerbées par une hausse des coûts salariaux : les salaires ont augmenté de 3,8 % en novembre 2024, un taux supérieur à l'inflation, ce qui pèse sur les finances des entreprises. Cette situation s'accompagne également d'un recul de l'emploi pour le troisième mois consécutif. L'Allemagne compte actuellement 2,77 millions de chômeurs. Ainsi, la conjoncture générale demeure morose : l'indice Ifo du climat des affaires a chuté à son niveau le plus bas depuis mai 2020, traduisant un pessimisme grandissant des entreprises face à l'avenir. L'augmentation des faillites est notable : 22 400 insolvabilités d'entreprises sont prévues pour 2024, soit une hausse de 25 % par rapport à 2023.

8. Nouveau record d'exportations d'armement pour l'année 2024

Selon les chiffres provisoires publiés par le ministère de l'Économie, du début de l'année jusqu'au 17 décembre, le gouvernement a autorisé des exportations d'armement pour une valeur de 13,2 Md€, un montant qui dépasse le précédent record de 2023 (12,2 Md€). Le principal client de l'Allemagne reste l'Ukraine (8,1 Md€, soit 62 % du montant des exportations). Les autres destinataires sont Singapour (1,2 Md€), l'Algérie (559 M€), les États-Unis (298 M€) et la

Turquie (231 M€). Environ 86 % (11,3 Md€) des exportations concernent des pays alliés (UE, OTAN et « assimilés »), ainsi que la Corée et Singapour, tandis que 14 % (1,8 Md€) concernent des pays hors OTAN et EU.

9. De nouveaux chiffres témoignent de l'ampleur de la bureaucratie allemande

Une enquête de l'institut Ifo révèle l'étendue du problème de la bureaucratie en Allemagne. En moyenne, 22 % du temps de travail en entreprise, soit environ 13 minutes par heure, est consacré à des formalités administratives, des rapports, des statistiques et autres tâches bureaucratiques. En termes financiers, cela représente 6 % du chiffre d'affaires des entreprises. Les secteurs les plus touchés sont ceux du droit fiscal, de la protection des données, ainsi que du droit de l'environnement et de la construction. Cette situation engendre des conséquences négatives, comme l'obligation d'embaucher plus de personnel pour des tâches non productives, une réactivité réduite et une baisse de budget allouée aux investissements. Les résultats montrent que la bureaucratie est particulièrement prégnante dans les réglementations émanant de l'UE et du gouvernement fédéral par rapport aux réglementations locales. Environ un tiers des exigences proviennent de l'UE (33 %) et du niveau fédéral (30 %). Malgré des initiatives de réduction de la bureaucratie par la coalition gouvernementale et l'UE, l'impact reste encore limité. Ainsi, les coûts de la bureaucratie ont augmenté de 16,5 milliards d'euros depuis 2008.

Numérique & Innovation

1. Les industriels allemands deviennent fournisseurs d'IA

Siemens et Bayer sont deux exemples de grands groupes allemands devenus des fournisseurs d'IA pour les applications industrielles. Ils ont tous les deux conclu des partenariats avec Microsoft pour développer des modèles d'IA

améliorant leurs processus industriels. Ainsi, le modèle linguistique de Bayer fournit aux agriculteurs des informations sur la lutte contre les mauvaises herbes ou les parasites et les conseille sur la gestion des cultures. Bayer vante que ce modèle permet d'économiser quatre heures de travail par semaine aux collaborateurs qui l'utilisent. De son côté, l'IA de Siemens, Siemens Industrial Copilot, permet de développer et concevoir des produits et d'améliorer la productivité. Ces deux industriels allemands mettent ensuite en vente les modèles d'IA développés et entraînés sur leurs propres données, afin notamment d'amortir les coûts. Ainsi, l'équipementier automobile Schaeffler a déjà adopté le Siemens Industrial Copilot. Ces collaborations sont précurseuses d'une nouvelle dynamique en Allemagne de développement de modèles d'IA spécialisés pour l'industrie, permettant au cœur industriel allemand de rester compétitif.

2. La startup 1Komma5 Grad termine l'année par une levée de fonds de 150 millions

Pour son dernier tour de financement avant l'introduction en bourse espérée en 2026, la licorne allemande d'énergie renouvelable fait entrer l'américain Calstrs à son capital. Veille de 3 ans, cette startup réalise près de la moitié de son chiffre d'affaires hors d'Allemagne et a engrangé 550 M€ de bénéfices en 2024. Cette levée de fonds intervient dans un contexte financier difficile pour les startups, aucune licorne n'étant entrée en bourse en 2024 et aucune n'est pour l'instant prévue pour 2025.

3. L'armée fédérale allemande, la Bundeswehr, investit dans sa numérisation

Le groupe d'armement Rheinmetall, en collaboration avec le fabricant de logiciels Blackned et l'entreprise d'armement KNDS, a remporté deux contrats d'un montant total de presque 2Md€

sur six ans pour numériser la Bundeswehr. La moitié de ce montant revient à Rheinmetall. Les commandes visent à augmenter les capacités opérationnelles de la Bundeswehr, en intégrant d'ici 2030 des systèmes informatiques dans plus de 10 000 véhicules de combat et de soutien de la Bundeswehr et en équipant les véhicules de nouveaux moyens de communication numériques. Cette numérisation vise à permettre la mise en réseau des soldats, des plateformes et des capteurs pour l'échange d'informations en temps réel.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT

Rédactrices et rédacteurs : Adèle BESSOULE, Thibault DERVILLE, Ahlam EL AHMAR, Marin DUCLOS, Stéphanie JALLET, Mathilde FLAMANT, Esther GOREICHY, Manuela SACCOMANO

Relecteurs : Willy BREDA, Bertrand LE TALLEC

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr